

Victimes des tensions commerciales mondiales, les aciéries suisses craignent pour leur avenir

DE L'ACIER EN MODE SURVIE

« MAUDE BONVIN

Industrie » D'un point de vue économique, une seule solution: fermer. L'appel au secours cet hiver de la deuxième aciérie du pays, Stahl Gerlafingen, a résonné dans le vide. Le groupe soleurois a depuis annoncé la suppression de 95 emplois consécutive à la mise à l'arrêt prochaine d'une de ses lignes de production. La décision, qui concerne le site de Gerlafingen, porte sur la fabrication de profilés. Elle vise à assurer la survie de la firme.

Son directeur, Alain Creteur, citait, début mars, l'impossibilité de livrer de l'acier large-plat sur sol européen, en raison des mesures protectionnistes prises par Bruxelles en riposte aux actions de la Chine et des Etats-Unis. «Dès l'été 2023, nous avons lancé un appel à l'aide à l'Administration fédérale, malheureusement sans résultat concret», précisait-il. De plus, les distorsions de concurrence dues aux mesures de soutien à l'industrie de l'Union européenne (UE) affectent les ventes et les marges en Suisse. A l'exportation, le secteur de l'acier a pour principaux clients des sociétés européennes.

Aberration écologique

Finalement, les prix de l'énergie devenus exorbitants, ainsi que les frais de distribution de l'électricité élevés sur sol helvétique par rapport à l'Europe, ont plongé les comptes du groupe dans le rouge. Entre août et octobre 2022, la firme s'est par exemple acquittée d'une facture énergétique de 60,9 millions de francs. En 2020, l'addition se fixait encore à 38,5 millions pour l'ensemble de l'année. Fin 2022, le directeur avertissait: «L'explosion des prix met la Suisse en danger comme site de production d'acier.»

S'ils font part de leur colère auprès des syndicats, les employés de l'usine ne s'étonnent guère de l'arrêt de la ligne de production. «A Gerlafingen, 20% de l'effectif risque d'être licencié», déplore le responsable de l'industrie des machines et des métaux chez Syna, Nico Fröhli. Il regrette aussi le manque d'action politique. «Le



Les aciéries emploient plus de 1200 salariés en Suisse. Keystone

Conseil fédéral ignore l'importance des aciéries dans le secteur du bâtiment. L'acier ne peut pas provenir uniquement de l'étranger. Il s'agit d'une question de survie», martèle Nico Fröhli.

Notre pays ne dispose pas de capacités de transport suffisantes pour importer l'acier dont les industries et la construction ont besoin. En outre, il traite de l'acier recyclé. Envoyer la ferraille en dehors des frontières pour la transformer et la faire revenir chez nous est un non-sens écologique. Chaque année, la Suisse produit environ 1,5 million de tonnes de ferraille. L'arrêt de Gerlafingen entraînerait à lui seul environ 250 000 trajets supplémentaires de camions par année.



«L'acier ne peut pas provenir uniquement de l'étranger. C'est une question de survie» Nico Fröhli

Si Stahl Gerlafingen est évincé du marché, 46% de la production d'acier de construction en Suisse sera en effet perdue. Les aciéries ont également pour clients des compagnies ferroviaires, des firmes automobiles ainsi que des fabricants de machines et d'équipements notamment destinés à la défense. L'armée achète par exemple des obstacles en acier, qui empêchent le passage de chars. Elle n'acquiert pas ce métal mais des produits finis en acier qu'elle commande à différents fournisseurs.

Même son de cloche du côté des CFF qui ne se procurent pas cette matière. «Cet achat est réalisé par les entreprises mandatées pour les différents travaux. Nous pouvons estimer

notre utilisation entre 70 000 à 100 000 tonnes d'acier par an. L'acier provient principalement de Suisse et de pays de l'AELE», précise un porte-parole de l'exécutif fédéral.

Un véritable défi

La situation est-elle si préoccupante? Oui, d'après la deuxième aciérie du pays, Swiss Steel. «L'environnement actuel représente un véritable défi pour l'ensemble de l'industrie sidérurgique et pas seulement en Suisse. En Europe, et en particulier en Allemagne, on parle de récession. La production automobile agit par exemple avec beaucoup de prudence», fait remarquer la responsable de la communication, Anina Berger.

A cela s'ajoute la volatilité des prix des matières premières. Et après les coûts de matériel et de personnel, l'énergie représente le troisième poste de dépenses. Le secteur souffre aussi de surcapacités mondiales.

Selon Anina Berger, des mesures d'accompagnement intelligentes devraient empêcher que la production helvétique respectueuse du climat ne soit lésée par des produits sales provenant de l'étranger. Et de prévenir: «Nous produisons sur différents sites en Europe et en Amérique du Nord. Si d'autres pays accompagnent leur stratégie climatique d'une politique industrielle active, cela détériore les conditions-cadres pour des investissements en Suisse.»

SUR LE DOS DES CONSOMMATEURS

Aider les aciéries revient à faire passer à la caisse les ménages, selon le Conseil fédéral.

Le Parlement fédéral a accepté, en septembre dernier, une réforme qui exige des mesures de soutien pour l'industrie du métal. A l'origine de cette demande: l'ancien conseiller aux Etats, Roberto Zanetti. Selon le socialiste, les entreprises qui produisent de l'acier sont gravement menacées. Et de soupçonner: «Des emplois et un savoir-faire risquent de disparaître.»

Dans sa motion, le Soleurois ne propose pas d'appui spécifique. Il fait cependant référence aux subventions des pays euro-

péens pour la décarbonation du secteur. Récemment, la Commission européenne a autorisé l'Allemagne à verser 1,3 milliard d'euros au sidérurgiste Arcelor-Mittal. Cet argent servira à rendre plus verts les procédés de production d'acier de la firme sur sol allemand. L'ancien élu sous la Coupole insiste aussi sur le plafonnement des prix de l'électricité et du gaz pratiqués par certains Etats de l'UE.

Ces arguments n'ont pas ému le gouvernement qui se refuse à toute aide financière à un certain secteur économique particulier. Le Conseil fédéral souhaite éviter de privilégier une entreprise au détriment d'une autre et en fait

une question d'égalité de traitement. Selon lui, les aciéries ne sont pas les seules à souffrir des prix de l'énergie.

Lors du débat au Conseil national, le ministre de l'Economie Guy Parmelin a aussi déclaré que cette demande n'est pas gratuite: «Cette réforme coûtera – passez-moi l'expression un peu osée et campagnarde – le lard du chat au consommateur.» Il rappelle également qu'il existe des programmes soutenant les sociétés dans leur chemin vers la décarbonation, y compris les aciéries, à hauteur de centaines de millions de francs par an.

Quant au prix de l'électricité, les entreprises à forte consom-

tion d'énergie peuvent se faire rembourser le supplément pour la promotion de l'électricité issue de l'énergie renouvelable, si elles mettent en œuvre des mesures de protection de l'environnement. Chaque année, près de 230 firmes reçoivent ainsi un remboursement d'environ 110 millions de francs. Ce supplément, également payé par les ménages, s'élève à 2,3 centimes par kilowattheure (kWh). Il a rapporté 1,36 milliard en 2023.

Le Conseil fédéral doit désormais concrétiser cette motion, contre son gré. Le responsable du dossier proposera son plan d'action à ses collègues du gouvernement ces prochaines semaines. » MBO

DES AJUSTEMENTS DOULOUREUX

Avenir Suisse s'oppose à toute politique industrielle. «En matière économique, le gouvernement a pour principale tâche d'augmenter le niveau de vie du pays et non pas d'atténuer les difficultés financières d'un secteur en particulier», estime le spécialiste de la fiscalité auprès du groupe de réflexion libéral, Lukas Schmid. Pour lui, la Confédération doit cependant continuer à mener une politique active dans la recherche et dans l'innovation.

Quid des aciéries au bord du gouffre? «Que l'acier soit produit dans l'Union européenne ou en Suisse ne joue qu'un rôle secondaire du point de vue écologique», répond Lukas Schmid. Les produc-

teurs d'acier de toute l'Europe sont soumis à un système commun d'échange de quotas d'émissions. Ils doivent acquérir des certificats pour pouvoir polluer. Plus la quantité de CO₂ émise lors de la fabrication est importante, plus les coûts sont élevés pour les entreprises. La Suisse doit donc laisser mourir ses aciéries...

«Des ajustements structurels douloureux auront lieu. Des entrepreneurs perdront l'œuvre de leur vie et des personnes leur emploi. Pour atténuer de telles difficultés, la Suisse dispose heureusement d'un bon filet social», rétorque Lukas Schmid. Tout le monde s'appauvrit, lorsque l'Etat soutient certaines activités, selon lui. MBO